



JEUDI DE LA PÉROUSE 16 MAI 2024

DEMAIN LA CHINE : GUERRE OU PAIX ?

par **Jean-Pierre CABESTAN**

Membre correspondant de la 5^e section

Les causes immédiates d'un conflit armé dans lequel la Chine serait impliquée ne manquent pas : les prétentions de Pékin en mer de Chine du Sud, le différend territorial sino-japonais autour des Senkaku (Diaoyu) et surtout la volonté farouche de Xi Jinping de réunifier coûte que coûte Taiwan à la République populaire constituent les principaux barils de poudre qui peuvent à tout moment exploser. De fait, les prédictions d'un affrontement militaire dans le détroit de Formose d'où la Chine sortirait vainqueur se multiplient.

Néanmoins pour l'heure, ce que l'on observe avant tout est un recours de plus en plus fréquent du gouvernement chinois à ce qu'on appelle la stratégie des « zones grises » entre la paix et la guerre, autant de prises de risques calculées destinées à pousser son avantage sur le terrain – ou en mer – sans pour autant s'aventurer à dépasser le seuil d'un conflit armé ouvert. Cette stratégie s'est étendue à d'autres théâtres, par exemple en 2020, à la longue frontière sino-indienne. Cette stratégie n'est pas sans présenter des risques de crises et d'escalade. Mais, comme le montre chaque jour la guerre en Ukraine, outrepasser le seuil de la guerre contraint la Chine à entrer dans un processus beaucoup trop coûteux, contraignant, dont elle aura du mal à s'extraire rapidement et, surtout, aux conséquences incalculables, y compris pour ce qui concerne le cas de Taiwan.

LA STRATÉGIE DES ZONES GRISES

En mer de Chine méridionale

C'est sans doute en mer de Chine méridionale que la stratégie des zones grise a le mieux réussi. Sans fondamentalement modifier la carte des occupations, la République populaire de Chine (RPC) domine aujourd'hui cette zone dont elle revendique 90 % des eaux et la totalité des surfaces émergées. Certes, par le passé le gouvernement chinois y a avancé ses pions : en 1974, il a pris le contrôle de la totalité des Paracels (en mandarin 西沙群岛, îles Xisha) ; en 1988, il a expulsé les Vietnamiens de plusieurs récifs importants des Spratleys (Nansha, en vietnamien Truong Sa) ; en 1995, il a fait de même avec les Philippines aux récifs Mischief ; en 2012, il a annexé le récif de Scarborough (en mandarin 黄岩岛, Huángyán Dǎo) revendiqué par Manille ; et depuis plusieurs mois, il conteste par diverses gesticulations – dont l'utilisation de canons à eau –, l'occupation par les Philippines de l'atoll Second Thomas (Rén'ài Jiāo). Mais plus important, après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, Pékin a transformé ces éléments en îles artificielles, dont certaines sont équipées de longues pistes d'atterrissage, puis les a militarisées. Par ailleurs, par le nombre de ses garde-côtes et l'importance



de sa Marine et de sa « milice maritime », la Chine domine désormais la zone dans son ensemble, surveillant et rendant potentiellement vulnérable tout mouvement naval, y compris des marines étrangères, notamment de l'US Navy, qui pourtant poursuit ses opérations en vue d'y garantir la liberté de navigation. En ce sens, Pékin n'a pas besoin de fondamentalement modifier le statu quo, et encore moins d'engager les hostilités. Il lui suffit de maintenir sa pression sur les autres pays présents en mer de Chine méridionale pour la dominer et la contrôler. En outre, cette stratégie présente l'avantage de ménager l'ASEAN, ensemble régional très dépendant sur le plan économique de la PRC.

Autour des Senkaku (Diaoyu)

Vieux conflit territorial qui remonte à l'occupation en 1895 par le Japon de ces îles que celui-ci déclare alors *terra nullius* – c'est-à-dire sans propriétaire en titre –, les Senkaku (釣魚島, Diaoyu en chinois) ne sont véritablement revendiquées par la Chine et Taiwan que depuis le début des années 70, c'est-à-dire le moment où les États-Unis s'apprentent à restituer Okinawa et le Senkaku audit Japon. Sans solution, ce différend est volontairement laissé de côté par Deng Xiaoping à la fin des années 70, alors que les relations entre les deux grandes puissances d'Asie orientale s'améliorent, à la fois pour contenir la menace soviétique et favoriser le développement économique de la République populaire. Après la fin de la guerre froide, à mesure que les rivalités sino-japonaise et sino-américaine se renforcent, le conflit des Senkaku resurgit peu à peu. Mais c'est à compter de 2010 et surtout 2012, au moment où Xi Jinping accède au pouvoir, que les incidents se multiplient. Depuis lors, la Chine s'efforce d'affirmer sa souveraineté sur les eaux environnantes de ces îles, surtout sur les eaux contiguës (24 milles marins) et parfois les eaux territoriales (12 MN). Les incursions des garde-côtes chinois sont régulières, contraignant les garde-côtes japonais à intervenir pour tenter de les éloigner.

Cela étant, Pékin sait pertinemment qu'il ne peut pas annexer ces îles : toute tentative de débarquement ou de prise de contrôle des Senkaku provoquerait une réaction militaire du Japon et déclencherait l'article 5 du traité de sécurité entre Tokyo et Washington ; le gouvernement américain a été à plusieurs reprises très clair sur ce point. Donc ce sont aussi dans les zones grises que le gouvernement chinois privilégie son action, s'efforçant de contester l'administration japonaise de ces îles et de faire connaître *urbi et orbi* sa revendication, afin de tenter de la légitimer. Sur ce front, le succès de la stratégie chinoise est loin d'être évident, alimentant au contraire la méfiance japonaise à l'égard de la République populaire et stimulant le réarmement de l'archipel.

Les tensions sur la frontière sino-indienne

Les incidents frontaliers sino-indiens de juin 2020 ont pour la première fois depuis les années 70 provoqué mort d'hommes : vingt soldats du côté indien et au moins quatre du côté chinois. On pouvait craindre une escalade ; il n'en a rien été. Les relations sont restées médiocres sur le plan politique mais les échanges commerciaux, en hausse régulière, n'ont guère été perturbés, mis à part l'interdiction d'un certain nombre d'applications chinoises – dont TikTok – sur le sol indien.

Que s'est-il passé ? Le conflit frontalier est ancien et porte sur deux principaux secteurs : l'Aksai Chin à l'ouest, occupé par la Chine, et l'Arunachal Pradesh à l'est – appelé par la Chine « Tibet méridional » –, administré par l'Inde. Mais la tension se focalise surtout sur le tracé de la frontière de fait, la *Line of Actual Control* (LAC) : celle-ci est imprécise et contestée de part et d'autre en certains points. Afin de consolider la délimitation qu'elle privilégie, la Chine a construit de nombreuses routes et infrastructures de son côté de la LAC. Le gouvernement Modi n'a réagi que tardivement, décidant à son tour de renforcer sa présence le long de la LAC en y construisant également routes et



infrastructures. C'est autour du lac de Galwan que ces incidents meurtriers ont eu lieu, non du fait de l'usage d'armes à feu – interdit selon un accord sino-indien qui remonte aux années 80 –, mais provoqués par des affrontements à coups de gourdins et de pierres entre militaires indiens et chinois déployés le long de la LAC.

Depuis la tension a peu à peu baissé. Mais le nombre de troupes amassées de part et d'autre de la LAC reste important (50 000 de chaque côté). Plus violents qu'en mer de Chine méridionale, ces affrontements participent néanmoins de la stratégie des zones grises : pousser son avantage, au besoin par la contrainte, mais tout en restant au-deçà du seuil de la guerre. Plusieurs experts chinois et indiens ont spéculé sur les risques de guerre, pour rapidement les écarter, tant la Chine et l'Inde ont intérêt à rester en paix. Membres fondateurs des BRICS, ces deux grandes puissances du Sud partagent trop d'intérêts communs, non seulement économiques mais aussi politico-diplomatiques. En 2017, Delhi – et Islamabad – ont rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai créée par Pékin, Moscou et quatre des cinq capitales d'Asie centrale en 2001. Et depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine en 2022, la Chine et l'Inde ont maintenu une relation étroite avec la Russie, lui achetant plus de pétrole et continuant de s'y fournir en armement.

LES RISQUES DE GUERRE AUTOUR DE TAIWAN

Pour l'instant, face à Taiwan, la Chine se cantonne à une intensification de sa stratégie des zones grises. Mais on ne peut garantir que cette stratégie, dont le succès reste pour l'heure incertain, ne se métamorphose en conflit armé, tant le besoin d'accélérer l'unification avec Taiwan semble pressant à Pékin et dans l'entourage de Xi Jinping.

La stratégie des zones grises face à Taiwan

Cette stratégie des zones grises s'étend à Taiwan depuis la fin des années 2010, c'est-à-dire l'élection de Tsai Ing-wen à la présidence de la République de Chine – RDC, le nom officiel de Taiwan – en 2016 et le retour du Parti démocrate progressiste (PDP) au pouvoir la même année. À compter de 2019, probablement dans le but d'empêcher la réélection de Mme Tsai en 2020, les gesticulations de l'Armée populaire de libération (APL) dans le détroit de Formose se sont multipliées. Les avions de chasse et les bombardiers chinois ont commencé à défier systématiquement la ligne médiane qui sépare dans son milieu le détroit, les pilotes de l'APL niant ouvertement son existence, et plus largement la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taiwan. Or, jusqu'en 2019, à de très rares exceptions près, Pékin respectait cette ligne médiane. De même, les bateaux de l'APL pénètrent plus souvent dans la ZIDA taiwanaise, sans pour autant aller jusqu'à lancer des incursions dans les eaux territoriales ou même contiguës de l'île.

À chaque fois que la tension monte entre Pékin et Taipei – ou Pékin et Washington –, ces gesticulations s'intensifient. Cela a été en particulier le cas au début août 2022, après la visite à Taiwan de Nancy Pelosi, à l'époque présidente de la Chambre des représentants des États-Unis. Le gouvernement chinois a réagi en demandant à l'APL de simuler un blocus de Taiwan, et de procéder à un certain nombre de tirs de missile à proximité de l'île – mais en dehors de son espace aérien proprement dit –, dont quelques-uns ont terminé leur course dans la zone économique exclusive du Japon, provoquant des protestations officielles de Tokyo.

Cela a aussi été le cas plus récemment, fin mai 2024, après le discours d'investiture du nouveau président taiwanais, Lai Ching-te, également du PDP. Soixante-deux avions et vingt-sept navires de



l'APL ont franchi la ligne médiane du détroit pour exprimer la mauvaise humeur de Pékin et lancer un avertissement au nouveau chef d'État taiwanais. Dans son discours, celui-ci avait notamment indiqué que la RPC et la RDC, les deux États chinois qui, de fait, coexistent plus ou moins pacifiquement depuis 1949, n'étaient pas subordonnées l'une à l'autre. Une évidence, mais que le Parti communiste chinois n'aime pas entendre, la RPC monopolisant le siège de la Chine à l'Onu depuis 1971 – pour mémoire, rappelons que la RDC le monopolisait également avant.

Parallèlement, le gouvernement chinois est allé plus loin. Le prétexte en a été la noyade, en mars 2024, de deux pêcheurs chinois qui tentaient de s'enfuir après s'être incrustés de manière illégale autour de l'île de Kinmen (Jīnmén, Quemoy ou Jinmen, île située à dix kilomètres des côtes du Fujian), au cours d'une course-poursuite avec les garde-côtes taiwanais. Depuis, les garde-côtes chinois ont commencé à pénétrer dans les eaux territoriales autour de cette île, affirmant ainsi leur souveraineté sur ces eaux et contestant à Taiwan leur administration. Les garde-côtes taiwanais ont dû intervenir à plusieurs reprises pour les en éloigner. Mais ce dernier développement en date est source de nouvelles frictions, voire d'incidents plus graves.

La question est de savoir si ces intimidations vont porter leurs fruits et obliger le président Lai et son parti à endosser le soi-disant « consensus de 92 », approuvé verbalement par les négociateurs officiels chinois et taiwanais en novembre 1992, et selon lequel il n'y a qu'une seule Chine, mais chaque côte du détroit en conserve sa propre définition : en effet, pour le PC chinois, la Chine unique est la RPC ; pour le Kuomintang (KMT ou Parti nationaliste), le principal parti d'opposition taiwanais, alors au pouvoir, la Chine unique est la RDC.

Dans un avenir prévisible, il est peu probable que Lai Ching-te et son parti acceptent ce principe. En outre, l'Administration Biden a récemment rappelé que la résolution 2758, qui est à l'origine de l'accession de la RPC à l'Onu, ne mentionne pas Taiwan, mais simplement « les représentants de Chiang Kai-shek ». En conséquence, le statut international de Taiwan reste plus indéterminé que ne le pense Pékin.

Ces intimidations n'ont pas, pour l'instant, atteint le moral ni le point de vue des Taiwanais. S'il y a un consensus sur l'île, c'est que Taiwan est un pays démocratique attaché à ses libertés et dont la loi fondamentale est la Constitution de la République de Chine. En conséquence, presque personne à Taiwan ne s'identifie à la RPC et n'est disposé à accepter la formule « un pays, deux systèmes » appliquée à Hong Kong et Macao ; la grande majorité des Taiwanais s'identifie à la RDC. En outre, plus des deux tiers ont développé une identité politique uniquement taiwanaise, le dernier tiers affichant une identité mixte, à la fois taiwanaise et chinoise.

La principale conséquence de ces pressions militaires et psychologiques a été double : d'une part un renforcement de l'effort de défense taiwanais ; d'autre part un resserrement des liens de sécurité entre Taiwan et les États-Unis et un engagement moins ambigu de ces derniers à défendre – y compris militairement – le statu quo dans le détroit. Depuis son élection en 2020, le président Biden a déclaré au moins quatre fois qu'en cas d'attaque non provoquée de Taiwan par la Chine, les États-Unis interviendraient. Il y a donc indéniablement une montée des risques de guerre dans le détroit.



Une montée des risques de guerre

La montée des tensions dans le détroit ne peut qu'inciter Taiwan à mieux se préparer à la guerre. Son budget de la défense a rapidement augmenté pour se situer autour de 20 milliards de dollars en 2024 contre 10 milliards dix ans auparavant. Le gouvernement taiwanais a lancé un programme de sous-marins conventionnels dont le premier exemplaire (sur huit) a été mis en eau en février 2024. Au début de cette année, le service militaire, réduit à quatre mois en 2008 par Ma Ying-jeou, alors président KMT de Taiwan, est passé de nouveau à une durée d'un an. Les forces de réserve de Taiwan ont commencé à suivre un entraînement plus sérieux, et certains segments de la société civile se préparent à la défense civile. Bref, en adoptant une stratégie dite du « porc-épic » – protection des centres névralgiques du pays – et en renforçant ses moyens défensifs, Taiwan cherche à accroître sa capacité de dissuasion conventionnelle, dans l'espoir d'augmenter le coût pour l'APL de toute action militaire, et donc de contraindre Xi Jinping à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une aventure militaire contre Taiwan.

La stratégie américaine est également fondée sur la dissuasion : ce qui importe à présent est de convaincre Pékin que Washington ne restera pas inerte en cas d'attaque de l'île par l'APL. En raison de l'évolution du rapport des forces sur le plan conventionnel entre les armées américaines et chinoises, les États-Unis sont désormais contraints d'adopter une stratégie asymétrique, privilégiant les missiles à longue portée et postant ses bâtiments et son dispositif militaire loin des côtes chinoises. En effet, l'APL possède des missiles capables d'atteindre les bases américaines au Japon, en Corée du Sud et même à Guam. Et la Marine de l'APL a désormais plus de bateaux que l'US Navy (370 contre 295) ; cela ne signifie pas qu'elle est plus puissante. En outre, rappelons que l'APL n'a pas combattu sur terre depuis 1979, et jamais vraiment en mer. Elle n'a donc pas encore fait ses preuves. Mais indéniablement, le coût matériel et humain pour Washington découlant d'un conflit armé entre la Chine et les États-Unis serait bien plus élevé qu'il y a ne serait-ce que dix ans. En outre, force est d'indiquer que les risques de nucléarisation du conflit ne peuvent être écartés, précipitant Pékin comme Washington sur un terrain inconnu et particulièrement périlleux. La première capitale peut menacer Los Angeles en cas d'intervention de la seconde. Mais pour autant, peut-elle vraiment mettre à exécution sa menace ? Les Américains hésiteront-ils vraiment à défendre Taiwan si une telle menace était proférée ? Nul ne le sait.

Parmi les scénarios de conflit, le plus fréquemment évoqué et le plus crédible est celui du blocus armé. En effet, les précédents nous ont enseigné qu'un tir massif de missiles sur Taiwan a peu de chance de faire céder l'île, en dépit des destructions provoquées. De même, à ce jour et dans un avenir prévisible, l'APL paraît incapable de réussir une opération aussi compliquée qu'un débarquement armé sur un point de l'île, afin d'en prendre le contrôle à partir d'une ou de plusieurs têtes de pont. C'est pourquoi le blocus maritime et aérien est l'opération la plus nettement à la portée de l'APL, et susceptible de contraindre Taiwan à faire des concessions.

Toutefois, n'oublions pas qu'un blocus est un acte de guerre ; on quitte donc irrémédiablement les zones grises. Certes, ce blocus peut être dans un premier temps « pacifique », interdisant, sans coup férir si on peut dire, tout mouvement maritime ou aérien, afin de contraindre la partie adverse – les forces armées taiwanaises – à ouvrir le feu et donc formellement entamer les hostilités les premières, dans le but de briser ledit blocus ou d'y ouvrir une brèche. Cela étant, un blocus reste un acte de guerre susceptible de provoquer des réactions en chaîne, à la fois aux États-Unis mais aussi dans la région, en particulier au Japon. Plus largement, un tel blocus serait immanquablement gros de conséquences militaires, politiques et économiques multiples, que Pékin aura certainement à l'esprit avant de l'imposer.



Militairement, un blocus chinois de Taiwan peut contraindre l'US Navy d'escorter les bateaux et les avions taiwanais, avec les risques évidents d'escalade et de propagation du conflit découlant de ces décisions. Il peut aussi contraindre le Japon à apporter son soutien logistique aux forces armées américaines engagées dans le conflit, notamment dans la zone de Nansei, les îles méridionales des Ryūkyū situées à proximité de Taiwan. Il est aussi probable que les Philippines soient impliquées, ne serait-ce que par le truchement des bases américaines situées au nord de Luçon et que le conflit aura rendues opérationnelles.

Politiquement, les condamnations des pays développés et démocratiques risquent d'être unanimes et fortes. Tout un chapelet de sanctions seront mises en œuvre, avec les conséquences négatives que cela pourrait avoir, tant pour l'économie chinoise que pour les économies occidentales. Il est vrai que l'impact de ces sanctions sur les économies occidentales serait immanquablement plus lourd que celui des pénalités prises contre la Russie après le déclenchement de son invasion de l'Ukraine. Mais, inversement, les membres du G7 peuvent-ils rester inertes en cas d'acte de guerre de la Chine contre Taiwan ?

Enfin, par-delà les sanctions qui pourraient être appliquées, économiquement, tout blocus de Taiwan désorganiserait de fond en comble les chaînes d'approvisionnement, non seulement dans la zone, mais dans le monde entier. Le rôle capital que joue Taiwan dans le domaine des semi-conducteurs les plus sophistiqués ne constitue sans doute pas le « bouclier de silicium » (*silicon shield*) espéré par certains. Cependant, ce rôle reste à ce jour difficile à remplacer, en dépit des investissements massifs de TSMC, le leader taiwanais dans ce domaine, et d'autres sociétés de semi-conducteurs aux États-Unis. Plus largement, déjà estimées en 2022 par l'Institut Rhodium à plus de 1 000 milliards de dollars, les conséquences d'un blocus pour l'économie mondiale seraient en réalité incalculables.

Est-ce à dire que la Chine hésitera à imposer un blocus autour de Taiwan si elle en perçoit la nécessité ? Probablement non. Mais Pékin est conscient du coût et des conséquences négatives d'une telle décision.

De même, est-ce à dire que les États-Unis hésiteront à intervenir militairement en cas d'acte de guerre de l'APL contre Taiwan ? Peut-être. Mais on se doit ici de prendre le problème de manière inverse : Washington a-t-il vraiment l'option de ne rien faire, ou de limiter sa réaction à des condamnations politiques et des sanctions économiques ? Que resterait-il de sa crédibilité à Tokyo, Séoul, Manille ou même Canberra, si la Maison-Blanche décidait de ne pas bouger ? Que resterait-il des alliances nouées par les États-Unis avec ces capitales après la Seconde Guerre mondiale ? Que resterait-il de la *Pax Americana* dans le Pacifique occidental, et même dans l'ensemble de l'Indo-Pacifique ?

Enfin, on peut imaginer qu'un blocus de Taiwan par l'APL provoque un chaos non seulement économique mais aussi politique sur l'île. La polarisation, entre d'une part le camp dit « bleu » – aujourd'hui le KMT et le Parti du peuple taiwanais (PPT), la petite formation dirigée par Ko Wen-je, qui ensemble occupent depuis janvier 2024 la majorité des sièges au Yuan législatif, le Parlement de l'île – et d'autre part le camp « vert » – dominé par le PDP et qui contrôle la présidence de la République et le gouvernement –, est connue. Pékin peut tenter de tirer avantage de ces divisions : par exemple, un blocus assorti d'une exigence de reconnaissance par l'Administration de Lai Ching-te du « consensus de 92 » est tout à fait envisageable. Mais cette dernière acceptera-t-elle d'accéder à cette exigence ? On peut en douter, d'autant plus que l'opinion publique taiwanaise a de fortes chances de s'y opposer, et que le gouvernement américain ne cherchera probablement pas, en ces circonstances, à tordre le bras aux autorités taiwanaises.



Pour toutes ces raisons, on peut penser que Taiwan et les États-Unis continueront de mieux se préparer à l'éventualité d'un conflit militaire, afin de dissuader plus efficacement la Chine d'être tentée par cette option. Et on peut penser que Xi Jinping et son successeur continueront de réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure.

Pékin continuera de privilégier la carotte et le bâton

En réalité, nombre d'analystes estiment que Pékin est plutôt susceptible de poursuivre la stratégie double qu'il a développée depuis plusieurs années, mêlant la carotte et le bâton : d'une part intensifier les incursions de l'APL, dans ce que je serais tenté d'appeler « l'espace vital » taiwanais ; et d'autre part renforcer la politique dite de « front uni » du PC chinois. Relevant essentiellement de la guerre psychologique, la première stratégie vise à accroître le sentiment d'insécurité des Taiwanais et à faire croire au monde – et pas seulement aux États-Unis ou au Japon – que l'APL se prépare ardemment à un conflit armé, dans le but d'obtenir des concessions politiques de part et d'autre, le « consensus de 92 » des uns, une promesse plus explicite de ne pas soutenir l'indépendance de Taiwan, voire d'œuvrer à l'unification, des autres.

La seconde stratégie n'a rien de nouveau : elle appartient à l'histoire du PC chinois et est destinée à tenter de gagner les élites de Taiwan à la cause de l'unification, d'abord les élites économiques, puis intellectuelles et enfin politiques. D'abord le camp dit « bleu », c'est-à-dire le KMT et les autres partis qui depuis janvier 2024 contrôlent le Yuan législatif, puis les modérés du camp « vert » dominé par le PDP.

Cette double stratégie peut-elle réussir ? Le PC chinois est devenu un expert de la méthode qui consiste à « diviser pour régner ». Il peut tabler sur les dissensions au sein de la classe politique taiwanaise pour y enfoncer un coin et fragiliser le camp « vert ». Néanmoins, même si d'aventure le camp « bleu » revient au pouvoir, le problème « République de Chine » ne va pas disparaître : la question de la souveraineté de la RDC restera entière. La seule solution pour Pékin et Taipei restera donc la formation d'une confédération de deux États chinois (中华邦联, *Zhonghua banglian*) qui formellement ne se reconnaissent pas mais, conscients des liens particuliers – et qui restent à définir – qui les unissent, acceptent de coexister pacifiquement à long terme. En effet, de même qu'on a du mal à imaginer une réunification entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, peut-on vraiment imaginer une réunification entre la RPC et la RDC ? On peine à imaginer la RDC accepter de se dissoudre pour laisser la place à une « région administrative spéciale de Taiwan », à l'image de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong. Cette option est tout simplement inconcevable, tant pour Taiwan que pour les États-Unis ou tout autre pays respectueux des principes de liberté et de démocratie. Sauf évidemment contraint par la force des armes et une annexion violente de l'île par l'APL. Ce qui nous ramène à notre point de départ.



CONCLUSION

Pour toutes ces raisons, il est plus probable que la Chine et l'APL continuent de privilégier la stratégie des zones grises plutôt que de s'embarquer dans un conflit armé, y compris pour ce qui concerne Taiwan.

La stratégie actuelle de Pékin présente un certain nombre d'avantages : elle permet d'exercer des pressions psychologiques plus efficaces sur l'adversaire ; elle permet aussi à l'APL et aux autres agences de sécurité chinoises d'améliorer leur capacité de projection de force et leur préparation au combat. Elle permet enfin de répandre l'idée que la Chine de Xi Jinping – comme la Russie de Vladimir Poutine – ne craint pas d'aller jusqu'à l'ouverture d'hostilités pour atteindre ses objectifs. Mais il n'en demeure pas moins que les enjeux d'une guerre ouverte, et pas uniquement avec les États-Unis, restent énormes, incitant l'APL à, d'abord, envisager des « opérations extérieures » plus limitées et moins dangereuses, pour tester ses capacités.

Pour ces raisons, bien que nul ne puisse contrôler les passions humaines, et sans pour autant exclure l'irruption de crises militaires, la Chine et les États-Unis s'orientent davantage vers une guerre froide d'un nouveau type, que vers une guerre chaude qui pourrait rapidement se nucléariser. ○